



ROYAUME DU MAROC



Au service
des peuples
et des nations

Procès-verbal de la réunion du comité local d'examen du projet :
« Lancement de la phase préparatoire du projet d'appui à la
Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion »

Date de la réunion du LPAC	Heure de début	Heure de fin	Lieu de la réunion
Vendredi 11 septembre 2015	15h	16h	Bureau du PNUD Maroc

Nom du président du LPAC :	Mme Ayshanie Medagangoda-Labe	
Titre :	Représentant Résident Adjointe du PNUD au Maroc	
Institution :	PNUD	
Signature :		

Nom du co-président du LPAC :	Mr Younes Jabrane
Titre :	Secrétaire Général
Institution :	Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
Signature :	

Est-ce que tous les participants du LPAC ont reçu le PRODOC pour évaluation avant la réunion et suffisamment tôt ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Remarque :	

Pays :	Maroc
Titre du projet (complet) :	Lancement de la phase préparatoire du projet d'appui à la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
Remarques sur le processus d'approbation, le cas échéant	N/A

Priorité Nationale	Gouvernance démocratique sensible au genre
Résultat attendu de l'UNDAF	Effet 4 : Les partenaires institutionnels et de la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique sensible au genre et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable
Résultat attendu du PAC 2012 – 2016	Produit 4.1 Les capacités des institutions publiques pour accompagner et mettre en œuvre les réformes engagées par l'Etat en matière de Gouvernance démocratique basée sur les droits humains sensible au genre sont accrues
Contribution au Plan Stratégique du PNUD	Effet 2 : Il est répondu aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique
Contribution au Stratégie Genre PNUD	Effet 1 : La croissance et le développement sont inclusifs et durables, générant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens d'existence pour les pauvres et les exclus.

Période du programme :	<u>2012-2016</u>	Budget estimatif total (US\$):	USD (hors GMS)
Date de début du projet :	<u>15/09/2015</u>	Gouvernement	N/A
Date de fin prévue pour le projet :	<u>31/03/2016</u>		
Modalités de gestion proposées	<input checked="" type="checkbox"/> NIM	PNUD	<u>15 000 USD</u>

Partenaire de mise en œuvre	Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
------------------------------------	--

1) Décisions du LPAC	<input checked="" type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la signature du projet - Lancement de la mise en œuvre du projet
Remarques sur ce qui précède		

2) Différentes interventions et Recommandations du LPAC

Introduction

En guise d'introduction, après avoir souhaité la bienvenue à l'ensemble de personnes représentant la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, les agences des NU ainsi que les membres du LPAC, Madame Ayshanie Labé a rappelé que le dossier de cet LPAC a fait l'objet de plusieurs échanges, y compris un « pré-pac », entre le PNUD, la DGAPR, les agences des Nations Unies impliquées et ses partenaires. L'objectif de cette rencontre, est de donner une appréciation sur la pertinence, la cohérence et les échéances avant de valider ce document.

Le Secrétaire Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, M. Younes Jabrane a ensuite intervenu pour confirmer que le projet apporte bien une réponse à un défi identifié comme priorités du Gouvernement et qu'il s'insère parfaitement dans les initiatives du Royaume et plus particulièrement ceux de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion. M. Jabrane a aussi rajouté que la DGAPR a fourni les efforts nécessaires pour intégrer la dimension genre dans ses actions.

Yasmina Sarhrouny, Spécialiste Programme Droits Humains et Gouvernance au PNUD, a fait une brève présentation du projet. La présentation est en pièce jointe.

Différentes interventions :

Malika El Atifi, Spécialiste en protection de l'Enfance à l'UNICEF a intervenu pour partager l'expérience de l'UNICEF dans un projet similaire dans la protection des femmes et des enfants incarcérés et a rajouté l'engagement de son organisation à collaborer pour ce projet pour assister les enfants en détention aussi bien par son expertise que par une contribution financière (Gouvernement Canadien) à définir.

Mme Hind Jalal, Spécialiste de programmes/Gender Mainstreaming à l'UNFPA a souligné que cette initiative est intéressante à plusieurs égards et qu'elle interpelle UNFPA de s'y engager avec le PNUD activement. En effet, UNFPA intervient en milieu carcéral à travers plusieurs de ses partenaires de la société civile pour lutter contre la violence basée sur le genre et la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive. Dans le cadre de son partenariat avec UNFPA, la Rabéta Mohamédia des Oulémas sensibilise près de 1000 détenus par an. Cette action est effectuée à l'aide d'un kit élaboré avec l'appui de l'UNFPA sur "l'introduction de la lutte contre la violence basée sur le genre, le VIH SIDA et la promotion de l'égalité de genre dans le discours religieux". De même, le Centre des Droits des Gens à Fès, Ain Gazal à Oujda et l'association Ennakhil à Marrakech interviennent en milieu carcéral sur les mêmes questions avec un ciblage des récidivistes. Mme Jalal reviendra vers le PNUD, une fois qu'elle a discuté avec son agence pour une synergie éventuelle entre les différentes parties impliquées dans ce projet.

Jihane Roudias, Analyste en Suivi et Evaluation au PNUD a intervenu pour préciser l'implication de ONUSIDA pour la thématique du VIH/SIDA dans le milieu des incarcérés. Elle sollicitera l'apport de l'ONUSIDA dans cette initiative.

Ana Polanco, Chargée de Projet Communication et Gouvernance ainsi que point focal Genre, a apprécié l'intégration de l'approche genre dans ce projet.

Yassir Benabdallaoui, Assistant au Représentant Résident et Conseiller au Programme Environnement au PNUD, a rajouté que dans le cas où il y aurait possibilité d'intégrer les fonds Japonais, un programme permettant d'aider les jeunes à ne pas plonger dans l'extrémisme pourra faire partie de ce projet dans le but de tendre vers une société plus tolérante et plus pacifiste. Une telle intervention est déjà est en train être examiné par le DGAP et le PNUD.

Et enfin, l'intervention de Mohamed Fouad Bergigui, Analyste Programme Environnement, à propos de la procédure d'Examen Préalable Sociale et Environnementale. La formulation du futur document de projet devra intégrer cette procédure.

Mme. Labé a invité les participants à faire parvenir leurs éventuels commentaires relatifs aux points soulevés.

Elle a rappelé qu'il s'agit d'un projet du Gouvernement Marocain. Le PNUD fournit un appui technique et une assurance qualité. Le PNUD aidera à rassembler les meilleures expertises et les bonnes pratiques pour qu'elles puissent être à la disposition du Gouvernement.

Mme Labé a demandé à Yasmina Sarhrouny de rectifier, quelques points sur le Plan Initial de projet :

1. Page 1 : Date de clôture du Plan Initial
2. Page 6 : Structure de gouvernance : L'assurance qualité et le lien avec le OG4/comité directeur UNDAF

Les co-présidents de la séance ont remercié l'ensemble des assistants de leur présence et ont levé la séance en invitant l'équipe à entreprendre les prochaines étapes de signature et de lancement de la mise en œuvre du projet dans les semaines à venir, suivant la disponibilité des Responsables de DGAP et PNUD.

Conclusion :

En guise de conclusion, l'ensemble des parties prenantes ont approuvé le document de projet de l'assistance préparatoire

Pièces-jointes :

Annexe 1 : Liste de présence

Annexe 2 : Présentation PPT